

Chambre des représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1998 - 1999 (*)

23 NOVEMBRE 1998

PROJET DE LOI

**contenant le onzième ajustement du
budget général des dépenses de l'an-
née budgétaire 1998 - Section 12 -
Ministère de la Justice**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE LA JUSTICE (1)

PAR
M. André du Bus de Warnaffe

- (1) Composition de la commission :
Président : M. Verwilghen (M.)

A. — Titulaires	B. — Suppléants
C.V.P. MM. Vandeurzen, Van Overberghe, Verherstraeten, Willems.	Mme Creyf, Mme D'Hondt, MM. Didden, Leterme, Mme Verhoeven.
P.S. MM. Borin, Giet, Moureaux.	MM. Biefnot, Dallons, Eerdeken- Minne.
V.L.D. MM. Dewael, Van Belle, Verwilghen.	MM. Chevalier, De Croo, van den Abeelen, Versnick.
S.P. MM. Landuyt, Vandenbossche.	MM. Delathouwer, Vande Lanotte, Van der Maelen.
P.R.L.- MM. Barzin, Duquesne.	Mme Herzet, MM. Maingain, Simonet.
F.D.F.	MM. Beaufays, Gehlen.
P.S.C. M. du Bus de Warnaffe,	MM. Annemans, De Man.
V.B. M. Laeremans.	M. Decroly, Mme Schüttringer.
Agalev/M. Lozie	
Ecolo	

C. — Membres sans voix délibérative

V.U. M. Bourgeois.

Voir:

- 1805 - 98 / 99 :

- N° 1 : Projet de loi.
- N° 2 : Amendement.

(*) Cinquième session de la 49^{ème} législature

Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1998 - 1999 (*)

23 NOVEMBER 1998

WETSONTWERP

**houdende elfde aanpassing van de
algemene uitgavenbegroting voor het
begrotingsjaar 1998 - Sectie 12 -
Ministerie van Justitie**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE JUSTITIE (1)

UITGEBRACHT DOOR
DE HEER André du Bus de Warnaffe

- (1) Samenstelling van de commissie :
Voorzitter : de heer Verwilghen (M.)

A. — Vaste leden	B. — Plaatsvervangers
C.V.P. HH. Vandeurzen, Van Overberghe, Verherstraeten, Willems.	Mevr. Creyf, Mevr. D'Hondt, HH. Didden, Leterme, Mevr. Verhoeven.
P.S. HH. Borin, Giet, Moureaux.	HH. Biefnot, Dallons, Eerdeken- Minne.
V.L.D. HH. Dewael, Van Belle, Verwilghen.	HH. Chevalier, De Croo, van den Abeelen, Versnick.
S.P. HH. Landuyt, Vandenbossche.	HH. Delathouwer, Vande Lanotte, Van der Maelen.
P.R.L.- HH. Barzin, Duquesne.	Mevr. Herzet, HH. Maingain, Simonet.
F.D.F.	HH. Beaufays, Gehlen.
P.S.C. H. du Bus de Warnaffe,	HH. Annemans, De Man.
V.B. H. Laeremans.	H. Decroly, Mevr. Schüttringer.
Agalev/H. Lozie	
Ecolo	

C. — Niet-stemgerechtigde leden

V.U. H. Bourgeois.

Zie:

- 1805 - 98 / 99 :

- Nr. 1 : Wetsontwerp.
- Nr. 2 : Amendement.

(*) Vijfde zitting van de 49^{ste} zittingsperiode

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné ce projet de loi au cours de sa réunion du 17 novembre 1998.

I. EXPOSÉ INTRODUCTIF DU MINISTRE DE LA JUSTICE

Le ministre de la Justice a été contraint de soumettre cette modification budgétaire au Parlement pour deux raisons.

Tout d'abord, il a dû constater que les frais de justice sont, cette année, en forte augmentation. La principale raison en est que les services de police procèdent de plus en plus souvent à des écoutes téléphoniques ou de GSM dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée. Jusqu'à présent, c'est en effet toujours l'autorité requérante qui doit prendre en charge la location du matériel nécessaire à la mise sur écoute d'appareils GSM. Cela coûte très cher, étant donné qu'une firme étrangère détient un quasi-monopole sur ce marché. Les arrêtés d'exécution de la nouvelle loi sur les écoutes téléphoniques permettront toutefois de rétablir l'équilibre entre les parties dans ce domaine. On évalue le coût supplémentaire global occasionné par ces opérations à 250 millions en 1998. Par ailleurs, d'autres sous-postes relevant des frais de justice augmentent plus rapidement que prévu. Il s'agit en l'occurrence notamment des frais de traduction (la défense demande de plus en plus souvent la traduction de dossiers volumineux), des frais afférents aux actions de contrôle de l'ivresse, aux expertises psychiatriques, aux spécialistes de la circulation, aux autopsies, aux experts-comptables et des frais de justice liés à la nouvelle loi relative au concordat judiciaire.

Depuis le dépôt du feuillet d'ajustement, le département a reçu de nouvelles factures assez lourdes qui ont contraint le ministre à présenter un amendement visant à augmenter encore de 50 millions de francs les crédits afférents aux frais de justice. Cette augmentation s'explique également par la traduction imprévue d'un dossier important (dont coût 7 millions) et par des frais d'écoutes téléphoniques (voir infra).

En second lieu, l'on a été confronté au problème de l'augmentation inattendue du prix de la journée d'entretien dans l'établissement de défense sociale de Tournai (qui dépend de la Région wallonne et dans lequel quelque 250 internés sont soignés). La ministre De Galan avait autorisé cet établissement à augmenter le prix de la journée d'entretien dans le cadre des opérations de rattrapage afférentes à 1993 et 1994. L'incidence de cette augmentation, conjuguée à un léger accroissement du nombre de lits occupés, a provoqué une augmentation des dépenses mensuelles à concurrence de 10 millions de francs.

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft dit wetsontwerp besproken tijdens haar vergadering van 17 november 1998.

I. INLEIDENDE UITEENZETTING VAN DE MINISTER VAN JUSTITIE

Twee redenen nopen de minister van Justitie om zo'n begrotingswijziging aan het parlement voor te leggen.

Op de eerste plaats heeft hij moeten vaststellen dat de gerechtskosten dit jaar een enorme stijging kennen. De voornaamste reden hiervan is het feit dat de politiediensten steeds meer overgaan tot het aftappen van telefoon- en GSM-lijnen in het kader van de strijd tegen de georganiseerde criminaliteit. Tot vandaag dient de vorderende overheid immers nog steeds in te staan voor de huur van het nodige materiaal om GSM-toestellen af te luisteren. Dit is een zeer dure aangelegenheid aangezien een buitenlandse firma op deze markt over een quasi-monopolie beschikt. In het kader van de uitvoeringsbesluiten op de nieuwe telefoontapwet zal men echter in staat zijn voor deze materie het evenwicht tussen de partijen te herstellen. De globale meerkosten voor deze operaties raamt men in 1998 op 250 miljoen. Daarnaast zijn er nog een aantal andere subposten binnen de gerechtskosten die sneller stijgen dan voorzien. Het betreft hier onder meer de vertaalkosten (steeds meer vraagt de verdediging de vertaling van uitgebreide dossiers), de kosten verbonden aan de controle-acties op dronkenschap, de psychiatrische onderzoeken, de verkeersdeskundigen, de lijkschouwingen, de accountants en de gerechtskosten verbonden aan de nieuwe wet op het gerechtelijk akkoord.

Sedert de indiening van het aanpassingsblad zijn nog een aantal bijkomende zware facturen binnengekomen die de minister genoodzaakt hebben een bijkomend amendement in te dienen om de verhoging van de middelen voor de betaling van de gerechtskosten nog met 50 miljoen te verhogen. Ook hier is de verklaring een onverwachte vertaling van een belangrijk dossier (kostprijs 7 miljoen) en telefoontapkosten (zie infra).

Een tweede probleem waarmee men geconfronteerd werd, was de onverwachte stijging van de ligdagprijs in de instelling voor sociaal verweer te Doornik (instelling afhankelijk van het Waals Gewest en waar een 250 geïnterneerden verpleegd worden). Deze instelling had toestemming gekregen van minister De Galan om haar ligdagprijs te verhogen in het kader van de inhaaloperaties voor '93 en '94. De weerslag hiervan samen met een lichte stijging van het aantal bezette bedden zorgt voor een stijging van de factuur op maandbasis met 10 miljoen.

Il est indispensable d'ajuster le budget afin de permettre au ministre de payer l'établissement en question en temps opportun.

Il a été possible de trouver dans le budget les moyens nécessaires pour compenser cette augmentation des dépenses. En premier lieu, les crédits prévus pour le Centre pénitentiaire de recherche et d'observation clinique peuvent être supprimés, étant donné que ce nouvel établissement ne pourra commencer à fonctionner qu'en 1999. En second lieu, le nombre d'emplois vacants au sein de la magistrature a été plus important que prévu, notamment en raison du nombre élevé de nominations de magistrats (substitués ou juges) à d'autres postes. La nomination de magistrats supplémentaires à la suite de l'extension de cadre n'aura en outre qu'une incidence très limitée sur le budget de l'année 1998.

Le ministre insiste pour que l'on vote le feuillet d'ajustement à l'examen ainsi que l'amendement du gouvernement dans les délais les plus brefs, étant donné qu'il est indispensable de pouvoir continuer à payer les experts judiciaires et ce, afin d'assurer une bonne administration de la justice.

II. DISCUSSION GÉNÉRALE

M. Bourgeois demande des précisions en ce qui concerne l'augmentation du prix d'entretien des internés à l'établissement de défense sociale de Tournai. D'autres institutions de défense sociale connaissent-elles également de telles hausses ?

Le membre s'interroge également sur l'affirmation faite par le ministre selon laquelle une compensation aux augmentations peut être trouvée dans le budget suite au nombre plus grand que prévu de places vacantes dans la magistrature.

Le représentant du ministre précise que, dans le cadre du poste budgétaire «entretien des internés», des dépenses sont prises en charge pour :

- l'établissement de défense sociale de Tournai. Au cours de la première moitié de 1998, 334 internés en moyenne y ont été hébergés. On constate, en comparant le coût afférent au premier trimestre 1997 à celui afférent au premier trimestre 1998, que le prix de la journée d'entretien est passé en moyenne de 3.547 F/jour à 4.824 F/jour. Cela implique donc une augmentation de 10 millions de la facture mensuelle.

- l'établissement de défense sociale de Mons. 47 internés en moyenne y ont été hébergés. Le prix de la journée d'entretien est passé en moyenne de 3 892 F/jour à 4 223 F/jour.

- un grand nombre d'hôpitaux psychiatriques, qui n'accueillent chacun qu'un nombre limité d'internés (au total, en moyenne 109 au cours du premier semestre de 1998). Le prix moyen de la journée d'entretien s'est élevé ici à 2 493 F/jour.

Teneinde de minister in staat te stellen de betrokken instelling tijdig te betalen is een aanpassing van de begroting noodzakelijk.

Het was mogelijk de nodige middelen ter compensatie van deze uitgavenstijging in de begroting te vinden. Op de eerste plaats kunnen de kredieten die uitgetrokken waren voor het penitentiair observatie en klinisch onderzoekscentrum dit jaar geschrapt worden aangezien de opstart van deze nieuwe instelling slechts in '99 zal kunnen plaatsvinden. Ten tweede zijn er mede als gevolg van het groot aantal benoemingen van magistraten (substituten of rechters) tot andere plaatsen in de magistratuur een groter dan verwacht aantal vacante betrekkingen geweest. Bovendien zal de invulling van de bijkomende magistraten als gevolg van de formatieuitbreiding slechts een heel beperkte invloed hebben op de begroting '98.

De minister dringt aan op een spoedige goedkeuring van dit aanpassingsblad met het regeringsamenagement aangezien het noodzakelijk is om de gerechtsexperten verder te kunnen betalen en dit in het belang van een goede rechtsbedeling.

II. ALGEMENE BESPREKING

De heer Bourgeois vraagt nadere toelichting in verband met de gestegen kosten voor het onderhoud van de geïnterneerden in de instelling voor sociaal verweer van Doornik. Doen dergelijke stijgingen zich ook voor in andere instellingen voor sociaal verweer?

Tevens heeft het lid vragen bij de bewering van de minister dat in de begroting een compensatie voor die stijgingen terug te vinden is, aangezien er meer vacante betrekkingen voor magistraten zullen zijn dan oorspronkelijk gepland.

De vertegenwoordiger van de minister preciseert dat binnen de begrotingspost «onderhoud geïnterneerden» er uitgaven ten laste genomen worden voor :

- de instelling voor sociaal verweer te Doornik. In de eerste helft van '98 zaten hier gemiddeld 334 geïnterneerden opgesloten. De ligdagprijs steeg, bij een vergelijking van de kostprijs in het eerste semester van 1997 met het eerste semester van 1998 gemiddeld van 3 547F/dag naar 4 824F/dag. Dit impliceert dus een stijging van de maandelijkse factuur met 10 miljoen.

- de instelling voor sociaal verweer te Bergen. Hier zaten gemiddeld 47 geïnterneerden. De ligdagprijs steeg hier van gemiddeld 3 892F/dag naar 4 223F/dag.

- een groot aantal psychiatrische ziekenhuizen die elk slechts een beperkt aantal geïnterneerden herbergen (in totaal gemiddeld 109 in het eerste semester van '98). De gemiddelde ligdagprijs bedroeg hier 2 493F/dag.

Le prix de la journée d'entretien qui est facturé est le prix que le ministère de la Prévoyance sociale autorise l'établissement en question à imputer pour les lits occupés. Il s'agit dans tous les cas d'internés qui doivent être placés dans un établissement par une commission de défense sociale.

En ce qui concerne la seconde question, le représentant du ministre fait remarquer que pour l'élaboration du budget, on part d'un cadre complet alors que dans les faits, les procédures de nomination de magistrats et de greffiers ont connu un certain retard. Cette situation explique qu'une compensation est possible à ce niveau.

M. Laeremans marque son étonnement devant l'importance de l'augmentation des dépenses en matière de frais de justice et de frais de traduction. En ce qui concerne ces derniers frais, s'agit-il d'une augmentation du nombre des traductions ou d'une augmentation de la rémunération des traducteurs.

Le représentant du ministre précise que cette augmentation résulte d'une augmentation du nombre de traductions.

M. Barzin demande si les frais supplémentaires entraînés par la loi du 12 mars 1998 relative à l'amélioration de la procédure pénale au stade de l'information et de l'instruction ont été pris en considération.

Le ministre de la Justice signale que dans le budget pour l'année 1998, certaines dépenses occasionnées par l'adoption de ce projet de loi avaient déjà été prévues.

M. Barzin soulève enfin le problème de l'accès des victimes au dossier. Il n'existe actuellement aucune solution au problème des victimes qui souhaitent avoir accès au dossier au cas où un militaire est concerné.

La loi du 12 mars 1998 relative à l'amélioration de la procédure pénale au stade de l'information et de l'instruction n'est en effet pas applicable aux auditorats militaires.

Le ministre de la Justice reconnaît l'existence de ce problème. Il devra être résolu dans le cadre de la suppression des juridictions militaires en temps de paix.

III. DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES

Article 1^{er}

Cet article ne fait l'objet d'aucune observation. Il est adopté par 7 voix et 3 abstentions.

De ligdagprijs die aangerekend wordt is deze die door het ministerie van Sociale Voorzorg wordt toegestaan aan de betreffende instelling voor de ingenomen bedden. Het betreffen allemaal geïnterneerden die door een Commissie voor de bescherming van de maatschappij verplicht geplaatst worden in een instelling.

In verband met de tweede vraag merkt de vertegenwoordiger van de minister op dat men, bij het opstellen van de begroting, uitgaat van een volledige personeelsformatie terwijl de procedures voor de benoeming van magistraten en griffiers *de facto* enige vertraging hebben opgelopen. Die situatie verklaart dat op dat vlak een compensatie mogelijk is.

De heer Laeremans toont zich verwonderd over de aanzienlijke stijging van de uitgaven voor gerechts- en vertaalkosten. Gaat het, wat die laatste kosten betreft, om een stijging van het aantal vertalingen of om een verhoogde vergoeding van de vertalers ?

De vertegenwoordiger van de minister preciseert dat die stijging een gevolg is van een toegenomen aantal vertalingen.

De heer Barzin vraagt of de extra kosten voortvloeiend uit de wet van 12 maart 1998 tot verbetering van de strafrechtspleging in het stadium van het opsporingsonderzoek en het gerechtelijk onderzoek mee werden verrekend.

De minister van Justitie wijst erop dat in de begroting voor het jaar 1998 reeds een aantal uitgaven waren opgenomen die voortvloeien uit de goedkeuring van dat wetsontwerp.

Ten slotte werpt *de heer Barzin* het probleem van de toegang van de slachtoffers tot het dossier op. Momenteel is het probleem van de slachtoffers die hun dossier wensen in te zien hoegenaamd nog niet opgelost als een militair bij de zaak betrokken is.

De wet van 12 maart 1998 tot verbetering van de strafrechtspleging in het stadium van het opsporingsonderzoek en het gerechtelijk onderzoek is immers niet op de krijgsauditoraten van toepassing.

De minister van Justitie erkent dat dit probleem bestaat. Het zal moeten worden opgelost in het kader van de afschaffing van de militaire gerechten in vredetijd.

III. ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING EN STEMMINGEN

Artikel 1

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt aangenomen met 7 stemmen en 3 onthoudingen.

Art. 2

Le gouvernement dépose un amendement n° 1 qui tend à réduire l'allocation de base 56.01.11.03.60 (Rémunérations et allocations généralement quelconques, personnel statutaire définitif et stagiaire) de 50 millions pour accroître du même montant l'allocation de base 56.03.12.40.21 (Frais de justice en matière criminelle, correctionnelle et de police) (Doc. n° 1805/2).

Le ministre de la Justice rappelle que cet ajustement est basé sur une consommation plus élevée qu'escomptée des crédits pour certaines catégories de dépenses en matière de frais de justice notamment en ce qui concerne les frais de traduction et les écoutes téléphoniques.

*
* *

L'amendement n° 1 (amendement au tableau) est adopté par 6 voix et 5 abstentions.

L'article 2 est adopté par 6 voix et 5 abstentions.

Art. 3

Cet article ne fait l'objet d'aucune remarque. Il est adopté par 6 voix et 5 abstentions.

*
* *

Le projet de loi contenant le onzième ajustement du budget général des dépenses de l'année budgétaire 1998 - Section 12 - Ministère de la Justice est adopté par 6 voix et 5 abstentions.

Le rapporteur,

Le président,

A. DU BUS DE WARNAFFE

M. VERWILGHEN

IV. AMENDEMENT ADOPTÉ PAR LA COMMISSION

Section 12 - Ministère de la Justice

Aux pages 16 à 19, les tableaux sont remplacés par les tableaux suivants :

Division 56, programme 0, allocation de base 56.03.12.40.21 : inscription d'un crédit supplémentaire de 50,0 millions de francs, compensé sur les crédits de la division 56, programme 0 allocation de base 56.01.11.03.60.

Art. 2

De regering dient amendement nr. 1 (Stuk nr. 1805/2) in dat ertoe strekt de basisallocatie 56.01.11.03.60 (Bezoldigingen en allerhande toelagen, vast en stage-doend statutair personeel) te verminderen met 50 miljoen frank en de basisallocatie 56.03.12. 40.21 (Gerechtskosten in criminele, correctionele en politiezaken) met hetzelfde bedrag te verhogen.

De minister van Justitie herinnert eraan dat deze aanpassing steunt op een hoger kredietverbruik dan verwacht voor bepaalde uitgavencategorieën inzake gerechtskosten, onder meer de kosten voor vertaling en telefoontap.

*
* *

Amendement nr. 1 (amendement op de tabel, wordt aangenomen met 6 stemmen en 5 onthoudingen.

Artikel 2 wordt aangenomen met 6 stemmen en 5 onthoudingen.

Art. 3

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt aangenomen met 6 stemmen en 5 onthoudingen.

*
* *

Het wetsontwerp houdende elfde aanpassing van de Algemene Uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1998 - Sectie 12 - Ministerie van Justitie, wordt aangenomen met 6 stemmen en 5 onthoudingen.

De rapporteur,

De voorzitter,

A. DU BUS DE WARNAFFE

M. VERWILGHEN

IV. AMENDEMENT AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

Sectie 12 - Ministerie van Justitie

Op de bladzijden 16 tot 19 worden de tabellen vervangen door de volgende tabellen :

Afdeling 56, programma 0, basisallocatie 56.03.12.40.21 : opnemng van een aanvullingskrediet van 50,0 miljoen frank, gecompenseerd op de kredieten van afdeling 56, programma 0, basisallocatie 56.01.11.03.60.

12 MINISTÈRE DE LA JUSTICE (suite)

(en millions de francs)

DIVISIONS ORGANIQUES Programmes Activités Allocations de base	DO PA A.B. OA PA B.A. check-digit	CRIP	sc	Crédits d'engagement Vastleggingskredieten		
				1998 voté <i>goedgekeurd</i>	présent ajustement <i>huidige aanpassing</i>	1998 ajusté <i>aangepast</i>
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
DIVISION 53						
MONITEUR BELGE						
0 Programme de subsistance						
01 Dépenses de personnel						
Rémunérations et allocations généralement quelconques :	53 01 1103		cnd	274,7	-	274,7
- personnel statutaire définitif et stagiaire	76 13 47 81					
- personnel autre que statutaire	53 01 1104		cnd	31,8	-	31,8
	77 14 48 82					
02 Frais de fonctionnement						
Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services (cf. art. 1.01.7 du Budget général des dépenses)	53 02 1201		cnd	191,1	- 20,0	171,1
	86 23 57 91					
Dépenses pour achats exceptionnels de biens non durables et de services	53 02 1207		cnd	5,9	-	5,9
	92 29 63 97					
Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables	53 02 7401	I	cnd	34,5	- 3,5	31,0
	78 15 49 83					
Totaux pour le programme 12.53.0 et pour la division organique 12-53			cnd	538,0	- 23,5	514,5
DIVISION 56						
JURIDICTIONS ORDINAIRES						
0 Programme de subsistance						
01 Dépenses de personnel						
Rémunérations et allocations généralement quelconques :	56 01 1103		cnd	12 994,5	-329,3	12 665,2 2
- personnel statutaire définitif et stagiaire	60 94 31 65					
- personnel autre que statutaire	56 01 1104		cnd	2 107,2	-	2 107,2
	61 95 32 66					
02 Frais de fonctionnement						
Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services (cf. art. 1.01.7 du Budget général des dépenses)	56 02 1201		cnd	1 698,0 (3,5)	+ 50,0	1 748,0 (3,5)
	70 07 41 75					
Dépenses pour achats exceptionnels de biens non durables et de services	56 02 1207		cnd	8,0	-	8,0
	76 13 47 81					
Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables	56 02 7401	I	cnd	714,5 (1,0)	-	714,5 (1,0)
	62 96 33 67					
03 Autres dépenses relatives au fonctionnement						
Frais de représentation des juridictions ordinaires	56 03 1221		cnd	3,6	-	3,6
	02 36 70 07					

(in miljoenen frank)

12 MINISTERIE VAN JUSTITIE (vervolg)

Crédits d'ordonnancement Ordonnanceringskredieten			ks	ORGANISATIE-AFDELINGEN Programma's	
1998 voté <i>goedgekeurd</i>	présent ajustement <i>huidige aanpassing</i>	1998 ajusté <i>aangepast</i>		Activiteiten Basisallocaties	
(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
				AFDELING 53	
				BELGISCH STAATSBAD	
				0 Bestaansmiddelenprogramma	
				01 Personeelsuitgaven	
274,7	-	274,7	ngk	Bezoldigingen en allerhande toelagen : - vast en stagedoend statutair personeel	
31,8	-	31,8	ngk	- ander dan statutair personeel	
				02 Werkingskosten	
191,1	- 20,0	171,1	ngk	Bestendige uitgaven voor de aankoop van niet-duur- zame goederen en van diensten (cfr. art. 1.01.7 van de Algemene uitgavenbegroting)	
5,9	-	5,9	ngk	Uitgaven voor uitzonderlijke aankopen van niet- duurzame goederen en van diensten	
34,5	- 3,5	31,0	ngk	Uitgaven voor de aankoop van duurzame roerende goederen	
538,0	- 23,5	514,5	ngk	Totalen voor het programma 12.53.0 en voor de organisatie-afdeling 53	
				AFDELING 56	
				GEWONE RECHTSMACHTEN	
				0 Bestaansmiddelenprogramma	
				01 Personeelsuitgaven	
12 994,5	- 329,3	12 665,2	ngk	Bezoldigingen en allerhande toelagen : - vast en stagedoend statutair personeel	
2 107,2	-	2 107,2	ngk	- ander dan statutair personeel	
				02 Werkingskosten	
1 698,0 (3,5)	+ 50,0	1 748,0 (3,5)	ngk	Bestendige uitgaven voor de aankoop van niet-duur- zame goederen en van diensten (cfr. art. 1.01.7 van de Algemene uitgavenbegroting)	
8,0	-	8,0	ngk	Uitgaven voor uitzonderlijke aankopen van niet- duurzame goederen en van diensten	
714,5 (1,0)	-	714,5 (1,0)	ngk	Uitgaven voor de aankoop van duurzame roerende goederen	
				03 Andere werkingsuitgaven	
3,6	-	3,6	ngk	Representatiekosten van de gewone rechtsmachten	

12 MINISTERE DE LA JUSTICE (suite)

(en millions de francs)

DIVISIONS ORGANIQUES Programmes Activités Allocations de base (1)	DO PA A.B. OA PA B.A. check-digit (2)	CRIP (3)	sc (4)	Crédits d'engagement Vastleggingskredieten			
				1998 voté goedgekeurd (5)	présent ajustement huidige aanpassing (6)	1998 ajusté aangepast (7)	
Frais de fonctionnement des services de photocopie (y compris les frais de reliure, en dehors du service, des registres de l'Etat civil reproduits)	56 03 1225 06 40 74 11		cnd	81,9	-	81,9	
Frais de justice en matière criminelle, correctionnelle et de police (les frais de transport des étrangers conduits à la frontière sont assimilés aux frais de justice et liquidés d'après les mêmes tarifs). Frais de signification des arrêtés d'expulsion. Indemnités dans les cas prévus par l'article 447 du Code d'instruction criminelle et par la loi sur la détention préventive. Réparation des dommages subis à l'occasion d'une action judiciaire. Frais résultant de l'application de la loi sur l'assistance judiciaire gratuite (loi du 10 octobre 1967) (cf.art. 2.12.5 du Budget général des dépenses)	56 03 1240 21 55 89 26		cnd	1 278,8	+ 329,3	1608,1	
Subsides pour l'utilisation, par les services judiciaires, des bibliothèques des barreaux dans certains palais de justice	56 03 3417 64 01 35 69		cnd	1,0	-	1,0	
Indemnités à accorder aux provinces et communes (art. 77 à 81 de la loi du 14 février 1961)(cf. art. 2.12.5 du Budget général des dépenses)	56 03 4303 77 14 48 82		cnd	10,7	-	10,7	
Dépenses généralement quelconques occasionnées par la fourniture de systèmes informatiques destinés aux justices de paix, aux tribunaux de police, aux sections de police des parquets et aux greffes civils des cours d'appel	56 03 7414 84 21 55 89	I	crd	-	-	-	
Totaux pour le programme 12.56.0				cnd	18 898,2 (4,5)	+ 50,0	18 948,2 (4,5)
				crd	-	-	-
				tot	18 898,2	+ 50,0	18 948,2
Totaux pour la division organique 12-56				cnd		+ 50,0	
				crd		-	
				tot		+ 50,0	
TOTAUX : 12 MINISTERE DE LA JUSTICE.				cnd		-	
				crd		-	
				fon		-	
Totaux cnd+crd+fon				tot		-	

(in miljoenen frank)

12 MINISTERIE VAN JUSTITIE (vervolg)

Crédits d'ordonnancement <i>Ordonnanceringskredieten</i>			ks	ORGANISATIE-AFDELINGEN Programma's
1998 voté <i>goedgekeurd</i>	présent ajustement <i>huidige aanpassing</i>	1998 ajusté <i>aangepast</i>		
(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
81,9	-	81,9	ngk	Kosten voor werking van de diensten voor fotocopie (met inbegrip van de kosten voor inbinding, buiten de dienst, van de gereproduceerde registers van de burgerlijke stand)
1 278,8	+ 329,3	1608,1	ngk	Gerechtskosten in criminele, correctionele en politiezaken (de kosten voor vervoer der naar de grens gebrachte vreemdelingen worden met de gerechtskosten gelijkgesteld en volgens dezelfde tarieven vereffend). Kosten van betekening der uitzettingsbesluiten. Vergoedingen in de bij artikel 447 van het Wetboek van strafvordering en in de wet op de voorlopige hechtenis voorziene gevallen. Vergoeding van schade bij een gerechtelijk optreden geleden. Kosten voortvloeiend uit de toepassing der wet betreffende de gerechtelijke bijstand en de toelating om kosteloos te procederen (wet van 10 oktober 1967) (cfr.art.2.12.5 van de Algemene uitgavenbegroting)
1,0	-	1,0	ngk	Toelagen voor het gebruik, door de gerechtelijke diensten, van de bibliotheken van de balies in sommige gerechtsgebouwen
10,7	-	10,7	ngk	Vergoedingen uit te keren aan de provinciën en gemeenten (artt. 77 tot 81 van de wet van 14 februari 1961)(cfr. art. 2.12.5 van de Algemene uitgavenbegroting)
90,0	-	90,0	gkr	Allerhande uitgaven die voortvloeien uit de levering van informatiesystemen bestemd voor de vrederechten, de politierechtbanken, de politieafdelingen van de parketten en de burgerlijke griffies van de hoven van beroep
18 898,2 (4,5) 90,0	+ 50,0	18 948,2 (4,5) 90,0	ngk	Totalen voor het programma 0
	-		gkr	
18 988,2	+ 50,0	19 038,2	tot	
	+ 50,0		ngk	Totalen voor de organisatie-afdeling 12-56
	-		gkr	
	+ 50,0		tot	
	-		ngk	TOTALEN : 12 MINISTERIE VAN JUSTITIE.
	-		gkr	
	-		fon	
	-		tot	totalen ngk+gkr+fon